



## UNE DECLARATION DE NOS ELUS AU CONSEIL MUNICIPAL DU 9 FEVRIER

Lors du dernier Conseil municipal nos élus ont fait une déclaration à propos du Débat d'Orientation Budgétaire. Ce texte, que nous approuvons totalement, le voici.

Vous pourrez consulter ensuite notre analyse.

## LA DECLARATION DE NOS ELUS

Saint-Lyphard a une situation financière très délicate laissant très peu de marge de manœuvre pour l'avenir :

Cela est dû à de faibles recettes, mais également à de gros investissements au cours des années précédentes. Si certains se justifient totalement et sont liés à l'augmentation de la population, donc des besoins de la commune, d'autres, comme les 500.000 € de travaux en option de l'église ont été certainement au dessus de nos moyens. De plus, la fiscalité passée n'était pas adaptée aux choix que la majorité avait faits.

A ceci se rajoutent des recettes gelées pendant deux ans et demi à cause des travaux de la station d'épuration que la municipalité aurait dû anticiper.

L'Orientation budgétaire de la commune présentée aujourd'hui montre l'augmentation des besoins en fonctionnement sur 2010 et encore plus sur 2011 et 2012 liée notamment à une hausse de la participation au syndicat de la Madeleine (pour la nouvelle école), au fonctionnement du futur multi-accueil et l'aide pass-foncier.\*

Elle montre également un désir d'investir à hauteur de 1 million 500 mille euros sur trois ans.

Les élus de gauche ont plusieurs points de divergence sur celle-ci :

1. Le projet ZPPAUP (Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager) qui demanderait 40 000 € sur trois ans, l'aménagement des abords de l'église (45 000 €) et le sas d'entrée de la mairie (10 000 €) ne sont pas nos priorités.
2. On peut également se demander si l'aménagement de la maison Levesque doit être une priorité pour la commune, et mettre en parallèle les besoins d'investissements futurs comme la salle des fêtes ou alors l'augmentation d'impôt que nécessite cet investissement. Nous pensons pour ces gros investissements qu'une consultation de la population est souhaitable.





3. De plus, nous dénonçons le mauvais choix que la commune a fait en choisissant de devenir locataire du multi-accueil et non pas propriétaire, choix qui lui coûte plus cher.
4. Nous pensons également que le repas des aînés devrait être financé par le budget de la commune et non pas par le CCAS.
5. Enfin nous demandons au conseil municipal plus de **solidarité** :

En appliquant le quotient familial au restaurant scolaire.

En maintenant 11 aides par an au pass-foncier\* prévu initialement (et non les 9 pour trois ans inscrits dans l'avenir).

En réduisant ses investissements afin de limiter les augmentations d'impôts (il est prévu 6 % en 2010).

*\*pass foncier : aide à l'acquisition selon certains critères d'attribution, revenus, âge, taille du terrain et donnant droit à une aide et des prêts bonifiés.*

### NOTRE ANALYSE :

Nous pouvons nous féliciter qu'au cours du dernier Conseil il y ait eu (enfin) un débat d'orientation budgétaire, en grande partie grâce à nos élus d'ailleurs.

Cependant les « investissements phares » annoncés par la majorité municipale ne correspondent en rien aux besoins d'une commune comme la nôtre.

Aux dires même de Mme le Maire nous sommes « moins à l'aise que les autres communes », il faut « faire des sacrifices, faire le minimum ». A qui la faute ?

Les choix budgétaires répondant à la politique antérieure adoptée par cette majorité grèvent lourdement les finances communales pour de très nombreuses années encore. Ils interdisent tout projet ambitieux tel que la Salle des fêtes.

C'est pourquoi l'augmentation du taux d'imposition annoncée ne servira qu'à éponger qu'une partie de la dette.

Par ailleurs l'aspect solidaire est largement sous évalué (quotient familial, pass foncier...) au détriment de nos concitoyens dans une période qui, chacun le sait, s'annonce particulièrement difficile.

